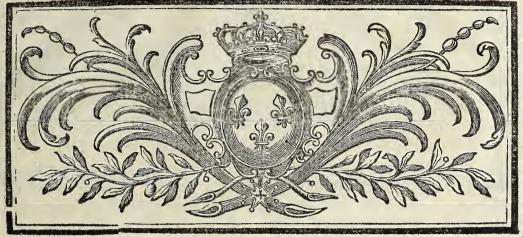
Suprefray



ARREST DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

Qui ordonne que la mention faite dans l'Arrêt du Conseil du 22 avril dernier, du nom de M.º Belot, Avocat au Parlement, comme ayant signé un Écrit repréhensible, sera regardée comme non avenue.

Du 1.er Juin 1775.

Extrait des Registres du Conseil d'État.

L ROI s'étant fait représenter la minute d'un Imprimé ayant pour titre: Observations du sieur Jean Bapisse Petau, servant de réponse au petit Mémoire manuscrit que M. le Duc de Valentinois, Prince de Monaco, communique secrètement, ladite minute apportée par Simon, Imprimeur; Sa Majesté a reconnu qu'elle n'étoit

point signée de M. Belot, Avocat au Parlement, qu'il n'y avoit au bas d'icelle d'autre fignature que celle de Gaignant, Procureur, & que c'étoit par erreur ou par inattention que le nom de M.º Belot avoit été mis sur quelques exemplaires de l'Imprimé dont il s'agit. Sa Majesté s'est même assurée que M.º Belot nonseulement n'étoit point l'Auteur de cet Ecrit repréhensible, mais encore qu'il avoit constamment refusé de le signer, quoiqu'il fût alors le Défenseur dudit sieur Petau, & qu'il eût sait différens Mémoires pour lui, circonstance qui sans doute a porté les Garçons-imprimeurs de Simon à mettre le nom de cet Avocat au bas de quelques-uns des exemplaires qui ont été distribués; & Sa Majesté desirant rendre à M.º Belot la justice qui lui est dûe & esfacer les impressions qu'auroit pu donner sur son compte l'arrêt du Conseil de Sa Majesté du 22 avril dernier: Ouï le rapport, & tout considéré; Le Roi étant en son Conseil, a ordonné & ordonne que la mention faite dans ledit arrêt, du nom de M.º Belot, comme ayant signé l'Ouvrage ayant pour titre: Observations du sieur Jean-Baptiste Petau, servant de réponse au petit Mémoire manuscrit que M. le Duc de Valentinois, Prince de Monaco, communique secrètement, sera regardée comme non avenue: Veut Sa Majesté qu'elle ne puisse nuire ni préjudicier audit M.º Belot, & que le présent arrêt soit imprimé & affiché par-tout où besoin sera. FAIT au Conseil d'État du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le premier juin mil sept cent soixante-quinze. Signé PHELYPEAUX.



ARREST DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

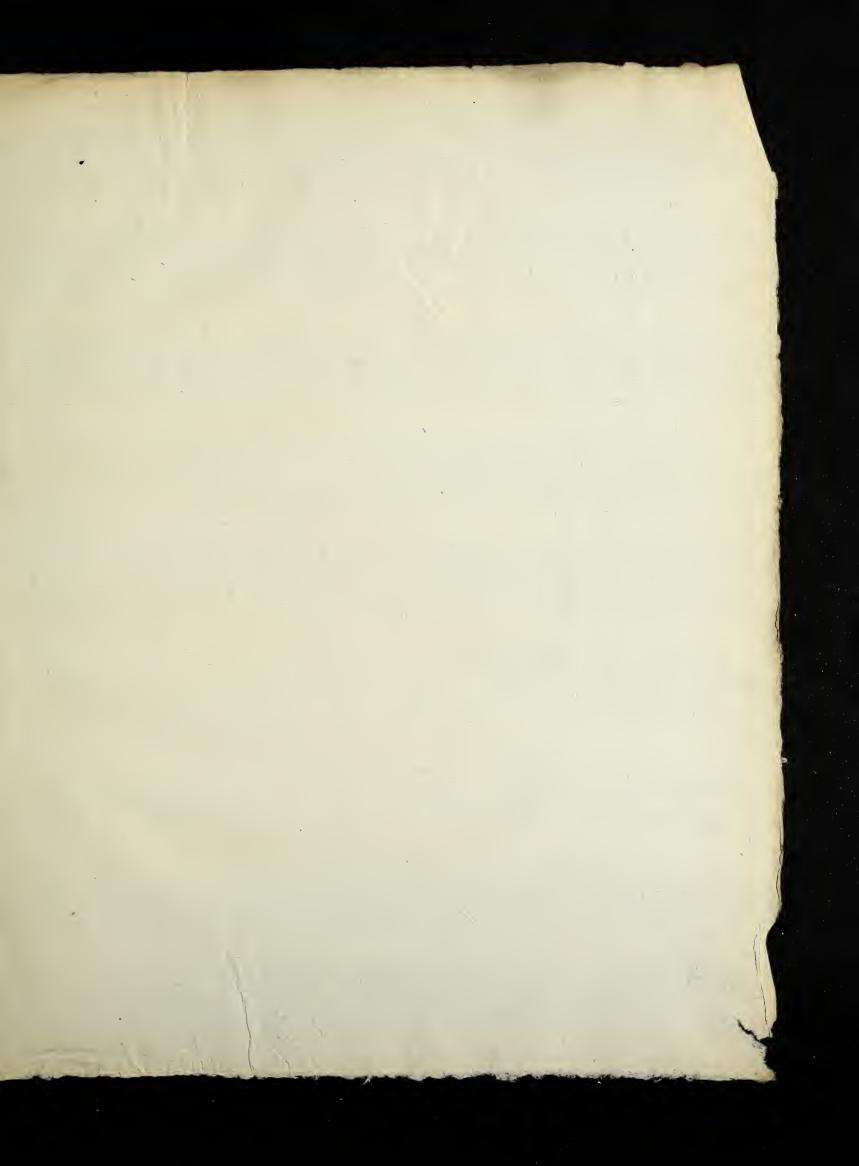
Qui ordonne que la mention faite dans l'Arrêt du Conseil du 22 avril dernier, du nom de M.º Belot, Avocat au Parlement, comme ayant signé un Écrit repréhensible, sera regardée comme non avenue.

Du 1.er Juin 1775.

Extrait des Registres du Conseil d'État.

E ROI s'étant fait représenter la minute d'un Imprimé ayant pour titre: Observations du sieur Jean-Baptisse Petau, servant de réponse au petit Mémoire manuscrit que M. le Duc de Valentinois, Prince de Monaco, communique secrètement, ladite minute apportée par Simon, Imprimeur; Sa Majesté a reconnu qu'elle n'étoit

point signée de M. Belot, Avocat au Parlement, qu'il n'y avoit au bas d'icelle d'autre fignature que celle de Gaignant, Procureur, & que c'étoit par erreur ou par inattention que le nom de M.º Belot avoit été mis sur quelques exemplaires de l'Imprimé dont il s'agit. Sa Majesté s'est même assurée que M.º Belot nonseulement n'étoit point l'Auteur de cet Ecrit repréhensible, mais encore qu'il avoit constamment refusé de le signer, quoiqu'il fût alors le Défenseur dudit sieur Petau, & qu'il eût fait différens Mémoires pour lui, circonstance qui sans doute a porté les Garçons-imprimeurs de Simon à mettre le nom de cet Avocat au bas de quelques-uns des exemplaires qui ont étédistribués; & Sa Majesté desirant rendre à M.º Belot la justice qui lui est dûe & esfacer les impressions qu'auroit pu donner sur son compte l'arrêt du Conseil de Sa Majesté du 22 avril dernier: Oui le rapport, & tout considéré; Le Roi étant en son Conseil, a ordonné & ordonne que la mention faite dans ledit arrêt, du nom de M.º Belot, comme ayant signé l'Ouvrage ayant pour titre: Observations du seur Jean-Baptiste Petau, servant de réponse au petit Mémoire manuscrit que M. le Duc de Valentinois, Prince de Monaco, communique secrètement, sera regardée comme non avenue: Veut Sa Majesté qu'elle ne puisse nuire ni préjudicier audit M. Belot, & que le présent arrêt soit imprimé & affiché par-tout où besoin sera. FAIT au Conseil d'État du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le premier juin mil sept cent soixante-quinze. Signé PHELYPEAUX.



Cen Wing folio . 41 THE NEWDERRY LIBRARY